Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
ADMINISTRATEUR
SUPERIEUR,
CHEF DU TERRITOIRE
DES ILES
WALLIS ET FUTUNA

Rapport d'activité 2018

Edition 2019

PRÉFET ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR
CHEF DU TERRITOIRE
DES ILES WALLIS ET FUTUNA

Mesdames et Messieurs les Conseillers, Mesdames et Messieurs,

Les îles Wallis et Futuna sont une collectivité d'outre-mer dont le fonctionnement et l'organisation des institutions sont fixées par la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer.

À la différence de toutes les autres collectivités de la République, le préfet est à la fois représentant de l'État, « il dirige les services d'État à Wallis et Futuna à l'exclusion des organismes à caractère juridictionnel (…) [1]» et chef du Territoire « l'administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna exerce les fonctions de chef du Territoire[2] (exécutif) ; il est également le chef de la circonscription territoriale d'Uvéa[3].

Cette situation particulière ne préjudicie pas aux compétences de l'Assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna et des conseils de circonscriptions dont les attributions ont expressément été déterminées par les textes en vigueur.

J'ai souhaité pour ce rapport une forme concise afin d'offrir une vision large et claire de notre action. Ce document s'articule autour des grandes missions confiées à l'État, au Territoire et aux Circonscriptions .

Le rapport témoigne de l'investissement de tous les agents qui, tout en gérant la complexité du quotidien, ont su se mobiliser en 2018 pour réagir face aux crises, amorcer la résilience des territoires et offrir l'accès aux services publics : environnement, agriculture, pêche, travaux publics, développement économique, éducation, santé …

Je me réjouis également de la qualité de la collaboration avec l'ensemble des acteurs du territoire : élus, autorités coutumières, partenaires issus du monde de l'entreprise ou des réseaux associatifs qui contribuent à la dynamisation croisée de notre territoire.

A la lecture de ce bilan annuel, c'est un sentiment de travail accompli qui doit vous animer, c'est un sentiment de satisfaction, c'est un sentiment qu'ensemble, nous allons plus loin au profit des populations.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

Le Préfet, Administrateur supérieur
des îles Wallis et Futuna

Thierry QUEFFELEC

1 Article 8 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférent aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer

2 Article 9 de la loi n° 61-814 : « L'administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna exerce les fonctions de chefs du territoire. Il prend, après avis du conseil territorial, tous actes réglementaires propre à assurer l'exécution des délibérations de l'assemblée territoriale et tous actes réglementaires qui relèvent de sa compétence de chef de territoire aux termes des lois, décrets et règlements. »

3 Article 18 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 concernant les compétences des circonscriptions territoriales

Sommaire

CHIFFRES CLES P 2

BILAN D'ACTIVITÉ DES SERVICES P 3

VOLET MOYENS GENERAUX P 27

VOLET FINANCIER ET RESSOURCES HUMAINES P 28

CHIFFRES CLÉS

2018

- 11 558 habitants recensés (8 333 à Wallis et 3225 à Futuna)
- 82 hab/km² densité moyenne
- 3069 nombre de ménages
- 3,8 taille moyenne des ménages
- 56 : nombre de produits retenus dans le bouclier des prix
- 13 : nombre d'aides prime à l'emploi accordé
- 765 nombre de bénéficiaires des chantiers de développement
- 764 : nombre d'Evasan
- 3447 nombre de logements du parc
- 44 nombre de stagiaires ayant bénéficié du passeport mobilité
- 129 nombre de naissances (Wallis et Futuna)
- 79 nombre de décès (Wallis et Futuna)
- 204 nombre moyen mensuel de bénéficiaires de l'aide handicap et grande dépendance
- 3152 nombre d'élèves scolarisés
- 1432 : nombre d'abonnés ADSL
- 183 nombre de jeunes de moins de 16 ans recensés
- 9059 nombre d'actes civils (Wallis et Futuna)
- 918 nombre de bénéficiaires par trimestre de l'aide aux personnes âgées APA
- 31032 nombre de passagers du trafic aérien international
- 630 nombre de CNI délivrées
- 5 nombre de demandes de nationalité française (3 attributions)
- 11 cartes « séjour temporaire » attribuées et 14 cartes « résident permanent »
- 1540 nombre de passeports biométriques validés

- 5 797 178 617 X PF (485 803 568€) montant des importations
- 71 566 309 X PF (599 725€) montant des exportations
- 682 nombre d'entreprises patentés
- 67 nombre de délibérations de l'Assemblée territoriale rendues exécutoires
- 43 : âge moyen des agents du Territoire pour 40 ans en moyenne pour les agents de l'Etat

BILAN D'ACTIVITE

2018

GRANDS EVENEMENTS ET VISITES OFFICIELLES

Visites officielles, Commémorations, décorations, remises de distinctions

De nombreuses visites de personnalités ont eu lieu durant l'année : venue du Consul Général de Nouvelle-Zélande en Nouvelle-Calédonie, transit du Premier Ministre Samoan à l'aéroport de Wallis-Hihifo et mission IRD en septembre 2018. A noter la présence sur le Territoire en juin du Secrétaire Général du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie ainsi que plusieurs chefs de services.

Septembre 2018 : Escale d'un navire du Ponant

Comme chaque année, le Cabinet a contribué à l'organisation des cérémonies de commémoration du 8 mai 1945, du 14 juillet 1789 (Fête nationale – Fête de la fédération du 14 juillet 1790), du 29 juillet 1961 (Adoption de la loi statutaire des îles Wallis et Futuna), du 18 juin 1940 (Appel à la résistance du Général De Gaulle) et du 11 novembre 1918 (Armistice de la Première guerre mondiale).

Les Assises des Outre- mer : le livre bleu outre- mer

L'année 2018 a été marquée par la tenue des Assises des Outre-Mer à Wallis et à Futuna. 24 ateliers ont été créés à Wallis et à Futuna ayant entraîné 96 réunions et un long travail de synthèse et de production. Les travaux réalisés ont permis la bonne remontée des informations prises en compte dans le livre bleu outre-mer en juin. Le Territoire de Wallis et Futuna a été la collectivité d'Outre-Mer la plus active des Assises tant en termes de réunions que de propositions transmises.

LA PROTECTION DES POPULATIONS

Réquisitions de vols

Dans le cadre des mesures d'urgence que l'Administrateur supérieur peut prendre au titre de l'article 8 de la loi statutaire du 29 juillet 1961, le Cabinet a soumis à la signature du Préfet 225 arrêtés de réquisition de place sur des vols (soit 36 de plus qu'en 2017)

En application de la convention de services aériens entre les îles de Wallis et de Futuna, passée entre le Territoire et la compagnie Air Calédonie International, le Cabinet a exprimé, le plus souvent à la demande expresse des élus de l'Assemblée territoriale, plus d'une vingtaine de demandes de vols supplémentaires, afin de garantir la continuité territoriale. (soit 20 de moins qu'en 2017)

Prévention des risques et gestion des crises : des risques maîtrisés et un renforcement de la formation des agents

Tous les équipements d'alerte à la population ont été revus et les défaillances corrigées. Au 31 décembre 2018, 95 % des sirènes d'alerte à la population étaient actives pour un taux nominal recherché de 90 %.

En 2018, l'exercice régional majeur « PACIFIC WAVE 2018 » d'alerte au Tsunami a été organisé le 8 octobre 2018. Cet exercice s'inscrit dans un cadre global mobilisant plus de 40 pays riverains du Pacifique. Il s'est étalé de septembre à novembre.

ERP : L'ensemble des établissements scolaires, des internats, des magasins et des hôtels ont fait l'objet de visite de prévention.

Un travail de fond a été réalisé cette année sur les questions de sécurité civile avec la DGOM et la DGSCGC. On notera également la tenue d'une mission sénatoriale sur les risques de sécurité civile en Outre-Mer.

Risques particuliers :

→ Au moins 3 alertes Tsunami serieuses ont été gérées durant l'année 2018

→ L'année 2018 a été marquée par le passage d'une tempête tropicale GITA sur Futuna et sur Wallis les 8 et 9 février.

Risques courants :

→ Un nouveau règlement intérieur des centres de secours a été adopté en décembre 2018

LA REGLEMENTATION ET LES ELECTIONS

Bilan de mise en œuvre des politiques de l'Etat :

Une seule élection a eu lieu en 2018 : l'élection législative partielle des 15 et 22 avril 2018.

Suite au recours en annulation déposé par Monsieur BRIAL Sylvain, le conseil constitutionnel a – par décision du 2 février 2018 – annulé l'élection de Monsieur Napole POLUTELE et ordonné l'organisation de nouvelles élections législatives dans les 3 mois suivant la publication de la décision d'annulation. Ce scrutin partiel a permis l'élection de Monsieur Sylvain BRIAL, nouveau député de la collectivité.

Les titres de séjour et visas délivrés en 2018 :

– 11 cartes « séjour temporaire » (CST) dont 9 concernent des prorogations (pour 1 an) ;
– 14 cartes « résident permanent » (CSP) ;
– 46 demandes de visas d'entrée sur le Territoire ;
– 5 demandes d'acquisition de la nationalité française.

Par rapport à 2017, le nombre de titres de séjour temporaires accordés en 2018 est resté stable ; il en est de même pour les demandes de nationalité. En revanche, une légère hausse est constatée dans la délivrance des titres de séjour permanents et les visas.

La gestion et suivi des associations : documents enregistrés en 2018 :

– 35 statuts d'associations (nouvelles déclarations) ;
– 110 procès-verbaux de modification et renouvellement de bureau ;
– 0 dissolution.

Les déclarations nouvelles d'associations et les procès-verbaux de modification des bureaux sont en baisse par rapport à l'année 2017. Comme c'était le cas en 2017, les associations nouvellement déclarées interviennent essentiellement dans les secteurs sportif et culturel. Les démarches administratives sont simplifiées puisque les formulaires relatifs à la création ou modification des statuts d'associations sont mises en ligne sur le site internet de l'Administration.

Pour l'année 2018, 1540 passeports biométriques ont été validés et 169 passeports d'urgence délivrés.

Par rapport à l'année 2017, le nombre de passeports biométriques délivrés en 2018 a baissé (1890 en 2017) alors que le nombre de passeports d'urgence a connu une légère hausse (157 en 2017) ; cela est dû essentiellement, d'une part, à l'augmentation du nombre de personnes ne disposant pas d'un passeport valide lors d'une évacuation sanitaire (malade évassané ou accompagnateur) et, d'autre part, au retard dans la livraison des colis chronopost.

Les cartes nationales d'identité sécurisées sont délivrées à Wallis et Futuna depuis l'année 2017. L'administration a délivré 630 CNI en 2018, soit une nette augmentation par rapport à 2017 (222 CNI validées en 2017) : les wallisiens et futuniens commencent à apprécier la CNI sécurisée pour son aspect pratique (carte plastifiée sous un format réduit) et gratuit (absence de droit de timbre).

En 2018, le service Réglementation et Elections a enregistré 108 annonces légales. Les déclarations d'annonces légales sont en hausse en 2018 (65 annonces légales enregistrées 2017). Concernant les marchés du Territoire, aucun avis d'appel public à la concurrence n'a été enregistré contrairement à l'année précédente (8 avis publics à la concurrence enregistrés en 2017).

Le service a également enregistré :

– 17 statuts de sociétés ;
– 39 PV de modification de la composition des organes gestionnaires des sociétés (dont 3 dissolutions et 1 liquidation) ;
– 3 PV de cessions de parts sociales ;
– 8 baux (divers : bail commercial, bail d'habitation, bail emphytéotique...) ;
– 234 documents divers (prêts ou avenants de la BWF, conventions, actes de vente de propriétés…).

Bilan de mise en œuvre des politiques du Territoire :

67 délibérations de l'Assemblée territoriale (sur les 97 reçues au service) ont été rendues exécutoires. Les délibérations non rendues exécutoires portent sur des vœux (21 délibérations) ou déclarations d'intention de l'assemblée ;

276 délibérations de la Commission permanente sur les 288 délibérations ont fait l'objet d'un arrêté d'exécution. Parmi les 12 délibérations non exécutées de la CP, la grande majorité porte sur des avis émis par la commission permanente sur des projets de textes (lois, décrets …) transmis par le ministère des outre-mer.

26 numéros du JOWF (dont 2 numéros spéciaux) ont été édités en 2018. Le nombre d'abonnés – stable par rapport à 2017 – est réparti de la façon suivante :

– 4 abonnés au JOWF « version papier » ;
– 113 abonnés au JOWF « version numérique ».

Les numéros du JOWF peuvent être consultés sur le site internet de la préfecture.

Le contentieux en 2018

- 2 Contentieux devant le tribunal administratif de Wallis et Futuna
- 5 Contentieux devant la cour administrative d'appel de Paris
- 1 Contentieux devant le Conseil d'État

LES AFFAIRES ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT

Mise en œuvre des politiques de l'Etat

1 – Aide à la continuité territoriale

Instruction des demandes d'aides et gestion du dispositif.
Eléments chiffrés au 31/12/18 :
Dotation 2018 (Etat) : 280 000,00 €
BP 2018 voté (Territoire) : 280 000,00 €
BS 2018 voté (Territoire) : 0 €
Réalisations : 189 310,46 € (67,61%)
Nombre de bénéficiaires : 327

2 – Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR)

Conformément à l'avis de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) du 08 décembre 2017, 56 produits ont été retenus pour le Bouclier Qualité Prix (BQP) 2018 (= 2017) et appartiennent à 5 catégories : les produits alimentaires, les produits d'hygiène corporelle, les produits d'entretien ménager, les produits non alimentaires et les matériaux de construction.

Les négociations se sont déroulées du 06 février au 26 février 2018 et ont abouti à un accord signé le 27 février 2018 par 16 commerçants et la présidente de la CCIMA pour une application au 1er mars 2018. Il est à noter qu'environ 80 % des commerces alimentaires affiliés au principal importateur et grossiste General Import appliquent les prix du BQP. Le prix global maximum autorisé de cette liste, entendu toutes taxes comprises, est fixé à 43 360 francs CFP (363,36 €) soit 245 francs CFP de plus qu'en 2017.

Mise en œuvre des politiques du Territoire

Code territorial des investissements (CTI) : bilan 2018

BP 2018 voté (Territoire) :	20 000 000 FCFP
BS 2018 voté (Territoire) :	15 000 000 FCFP
Budget total 2018 :	35 000 000 FCFP

Pour l'année 2018, une seule commission d'agrément du CTI avec auditions des porteurs a eu lieu le 14 septembre.

- Nombre de dossiers agréés en 2018 : 28
- Nombre de projets réalisés : 9
- Nombre de projets en cours de réalisation : 19
- Nombre de projets non encore réalisés : 0
- Montant total des subventions accordées : 35 000 000 FCFP (293 300€)
- Nombre d'emplois créés : 10 (pour les projets réalisés)

STATISTIQUE ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Suivi des prix

Indice des prix à la consommation (changement de base en 2008 et adoption de la nouvelle nomenclature): L'IPC est publié tous les 3 mois. Les loyers sont également inclus. Cet outil sert de base de réflexion dans les négociations sur les salaires (Smig.), la revalorisation des points de retraite, les loyers d'habitations…
Tendance au 4ème trim 2018 :Variation annuelle de + 0,97 % par rapport au 4ème trim 2017

Indice et index du bâtiment : Il existe depuis le mois de février 2009 (base 100) et est publié tous les 2 mois. Cet outil peut être utilisé dans les marchés publics.
Tendance décembre 2018 :Variation annuelle de + 0,33% par rapport à dec 2017

Démographie

Recensement Général de la Population (2018) :
La collecte s'est déroulé du 23 juillet au 15 août dans de bonnes conditions. Les chiffres concernant la population légale ont été publiés par décret au mois de décembre.
Le service continue d'exploiter les données détaillées avec l'Insee. Ces travaux donneront lieu à une publication sous la forme d'un document simplifié selon le format utilisé par l'Insee.

Exploitation des données d'Etat civil.
Ces données concernant les naissances et les décès sont collectées toutes les semaines par un agent du service auprès de la circonscription. Elles permettent d'estimer le solde naturel de la population.

Économie

Commerce extérieur : Un projetd'installation d'une plateforme d'intégration des données statistiques est en cours d'étude par un prestataire privé. Cette plateforme vise la mise en place d'un système d'information économique reliant les différents services producteurs et utilisateurs de ces informations. Une proposition sera transmise par le STSEE aux autorités pour suite à donner.

Enquête passagers. Traitement des données provenant des formulaires remplies à l'arrivée sur le territoire. Ces informations sont ensuite croisées avec celles provenant de l'aviation civile. Le solde migratoire peut ainsi être estimé.

Activités transversales

Système d'Information géographique (SIG): Il s'agit d'un outil d'aide à la décision alliant des données cartographiques numérisées aux données thématiques du réseau partagé. Il permet de réaliser des cartes thématiques (Atlas de la population). Par exemple, les données issues de l'enquête agricole permettent également de réaliser une cartographie sur des thèmes variés comme l'utilisation des sols, les zones d'élevage, les forêts. A l'issue du prochain RGP, un atlas de la population sera réalisé avec le concours de la CPS.

Coopération régionale (Communauté du Pacifique, South Pacific Applied Geoscience Commission, Isee-Nc, Insee…).Ces organismes interviennent surtout dans le cadre de programme de formation régionale ou spécifique (sur mesure). Cette année, la CPS a accueilli deux agents du service en formation sur les systèmes d'information géographiques et sur le programme CSPRO (programme de gestion de base de données démographiques). Cette formation a été également l'occasion de les initier sur un autre programme de statistique (STATA).

Etude sur les budgets des ménages. Il s'agit d'une étude complète sur une longue période afin de bien cerner les aspects de la consommation des ménages en vue de corriger les valeurs (pondération) de l'indice des prix à la consommation. La dernière étude a été réalisée en 2005-2006. La prochaine étude est prévue pour l'année 2019. Une délibération de l'Assemblée territoriale lors de sa session plénière de décembre officialise cette opération.

LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DEVELOPPEMENT

Stratégies territoriales

Le SCOPPD est chargé d'effectuer l'élaboration de certaines stratégies territoriales et de réaliser le suivi de l'ensemble en lien avec les opérateurs. Il anime et pilote la Stratégie de développement Numérique (SN) 2016-2021, la Stratégie de Développement Durable 2017-2030 (SDD 2030) et la Stratégie territoriale pour l'innovation.

→ En 2018 : rédaction de la Stratégie de Convergence et de Transformation (SCT).

Programmes Etat – Territoire

Le SCOPPD réalise la programmation et suivi du Contrat de Développement 2012-2018, du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) et le suivi des Assises des outre-mer.

→ En 2018 : élaboration du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) en parallèle de l'élaboration de la SCT.

→ En 2018 : appui, avec le service des AED, à la préparation de l'accord cadre entre le Territoire et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) – Banque des Territoires signé en décembre.

Programmes UE

Le SCOPPD est chargé, en lien permanent avec le bureau de la CE pour les PTOM français du Pacifique basé à Nouméa, de la programmation et du suivi de l'exécution du Fonds Européens de Développement (FED) Territorial, du FED Régional qui s'adresse aux PTOM Pacifique (Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Pitcairn) et du FED Thématique pour l'ensemble des PTOM.

Coopération régionale

Le SCOPPD réalise le suivi de l'Accord particulier entre l'Etat, la Nouvelle Calédonie et Wallis et Futuna, et le suivi des programmes de l'Etat en faveur de la coopération régionale, tels que le Fonds Pacifique.

Le SCOPPD effectue également le suivi des dossiers relevant d'accords régionaux et internationaux, des conventions, partenariats et adhésions à des organismes régionaux, en lien avec l'Assemblée territoriale.

Les Assises des Outre-mer :

Le livre bleu des Assises des outre mer a été publié en juin, il présente un classement des 45 projets issus des Assises sur la base d'une consultation locale. Au niveau national, 36 finalistes ont été sélectionnés au concours Innovation Projet outre-mer qui réunissait au total plus de 850 candidatures. Le projet « Pirogues Va'a » de la Ligue de Va'a a été le lauréat pour le Territoire de Wallis et Futuna. Le service a organisé la remise du chèque de 10 000 € au lauréat en novembre, en présence du Préfet et du Président de l'Assemblée territoriale.

ZOOM

Fonds européens de développement (FED) :
La phase de mise en œuvre du 11ème FED régional a pu démarrer dès janvier, après signature de la CF en décembre 2017 entre l'UE et la Nouvelle-Calédonie - ordonnateur régional. Le programme a été nommé « Projet Régional Océanien des Territoires pour la Gestion durable des Ecosystèmes » (PROTEGE).

Pour le 11ème FED territorial, la CF a été signée en mars 2018, deux assistants techniques pour l'élaboration de la demande de décaissement ont réalisé des missions d'appui d'avril à juin et en août, un avenant à la CF a été demandé en novembre, le 1er décaissement a été obtenu fin décembre (12 M€)

Déploiement du THD : le câble Tui Samoa a été raccordé en avril 2018. Le 4 juillet 2018, l'AT a voté le plan de déploiement du tres haut débit sur le Territoire de Wallis et Futuna

Coopération régionale hors FED :
L'Assemblée territoriale a effectué les démarches politiques pour l'adhésion du Territoire à la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), à la South Pacific Cruise Alliance (SPCA) et au Pacific Islands Forum (PIF). La réflexion a été entamée pour adhérer au Pacific Islands Développement Forum (PIFD) en lien avec le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. L'Assemblée territoriale a établi des projets d'Accords entre le Territoire et Fidji, le Vanuatu et un projet de convention avec la Polynésie Française sur diverses thématiques : développement économique, culture, éducation, sport, tourisme, etc

INSPECTION DU TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

Affaires Sociales

Les mesures en faveur de l'« emploi » :

La demande de chantiers de développement reste élevée de la part de la quarantaine d' associations en contact avec le service.
Les priorités d'attribution portent sur des travaux de protection de l'environnement, de réfection de falés dans certains îlots, d'artisanat, de lutte contre la dengue par la suppression de gîtes larvaires ainsi que l'attribution d'aidants familiaux Des contrôles sont effectués pour vérifier la réalisation des travaux programmés.

Les actions de formation professionnelle

Les 12 formations réalisées par l'APFA en Métropole (12 stagiaires), dont le suivi local est réalisé par LADOM (l'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité),

L'inspection du travail

132 sollicitations individuelles ont été adressées au service en matière de droit du travail.
3 conflits collectifs : un conflit à la DEC et un conflit à Wallis et Futuna la 1ère qui ont pu déboucher sur des protocoles d'accord. Un 3ème conflit a concerné l'entreprise de transports scolaires SALIGA (médiation aboutie à la fin de l'année 2018).
La convention collective des sociétés de surveillance et de gardiennage négociée en 2017 a pu être étendue par arrêté de l'administrateur supérieur en décembre 2018.

En ce qui concerne les formations liées à la mobilité professionnelle (117 stagiaires), l'individualisation des parcours reste prégnant mais il faut néanmoins souligner la construction cette année de plusieurs formations collectives intéressantes et organisées sur place : 52 stagiaires ont été formés à des savoirs faire traditionnels, 12 stagiaires ont suivi une formation VA'A, 10 stagiaires ont pu être formés à l'agro-écologie et à la comptabilité d'une exploitation agricole.

Enfin un premier déploiement de formations à distance a pu être réalisé en décembre 2018. Il a permis à 9 jeunes wallisiens de suivre un enseignement de courte durée les aidant à construire leur projet professionnel. La mise en place et le développement de l'e-formation constitue un enjeu majeur pour diversifier et fluidifier l'offre de formation professionnelle sur le territoire.

ACTIONS SOCIALES :

Décidée en 2017 la réforme des aides aux personnes handicapées et aux personnes âgées dépendantes imposant un nouveau référentiel d'évaluation a été mise en œuvre à compter du 2ème semestre 2018. 320 dossiers ont été examinés dans ce cadre permettant d'ores et déjà à 205 bénéficiaires de percevoir une aide établie en fonction de la nouvelle grille. Le pôle social du service a dû procéder à l'évaluation sociale des dossiers. Plus globalement les travailleurs sociaux du service ont suivi 63 familles en situation de grande précarité sur Wallis et 22 sur Futuna et ils ont mobilisé les aides d'urgence nécessaires en leur faveur.

Mesure	Nombre de dossiers / bénéficiaires
Renseignements en droit du travail	132 demandes
Prime à l'emploi (nbre d'emplois créés)	13 nouveaux dossiers en 2019. 31 dossiers en gestion (l'aide est accordée pour 3 ans)
Chantiers de développement	765 bénéficiaires dont 648 adultes et 117 jeunes
Passeport mobilité	44 stagiaires
Mobilité professionnelle	117 stagiaires
Formation professionnelle avec l'AFPA	12 stagiaires
Service militaire adapté	7 stagiaires
Formations à distance	9 stagiaires
Dispositif « Cadres pour WF »	7 jeunes dans le dispositif en 2018 / 71 dossiers en cumul depuis 2003
APH et APAD	204 bénéficiaires en moyenne sur l'année
Aides forfaitaires « eau » et « électricité »	Eau : 517 bénéficiaires en moyenne sur Wallis Électricité : 864 bénéficiaires en moyenne sur Wallis et Futuna.
Action sociale	85 familles faisant l'objet d'un accompagnement social

LA JEUNESSE ET LES SPORTS

L'enjeu 1 : « permettre aux jeunes insulaires, de s'ouvrir sur l'extérieur par le biais de la formation et des évènements internationaux ».

Accès à l'excellence sportive : bourses aux sportifs de haut-niveau (liste ministérielle) et bourse pour les athlètes d'excellence (non-inscrits sur les listes de haut-niveau).

En 2018, 4 athlètes de haut-niveau et 9 athlètes d'excellence : 5 athlètes en pôle.

Formation aux métiers de l'animation.
L'objectif 2018 a été de terminer la formation des 4 animatrices et de la directrice du centre de loisir engagées en 2017 et de permettre la formation de 3 nouvelles personnes. Le retard de la signature de l'accord particulier n'a pas permis d'engager la formation des trois nouvelles animatrices.

Formation professionnelle continue. L'évaluation et la notation, en 2018 ont permis de mettre en avant le besoin de formation pour tous les agents territoriaux. La formation sur les outils bureautiques (à Wallis) a pu être proposée à 3 agents territoriaux.
Concernant les cadres d'État, 2 cadres seront formés sur les outils bureautiques (à Wallis) et 2 cadres ont été formés en métropole sur les nouvelles plateformes informatisées du ministère en lien avec la gestion des subventions.

L'enjeu 2 : « initier la mise en œuvre d'une sécurité juridique minimale (agrément, affiliation…) tout en renforçant l'engagement volontaire des jeunes ».

Pratique sportive licenciée. En 2018, l'augmentation du taux de licenciés a toujours été dépendante des aides financières allouées, de façon indirecte, à cette action. Par conséquent, l'objectif majeur a été porté sur les têtes de réseau (ligues, comités territoriaux…), qui par une politique de développement de leur licenciés, ont permis de renforcer les liens avec la fédération. Cette dernière, accompagne financièrement ces têtes de réseau pour la mise en œuvre des actions fédérales sur le Territoire des îles Wallis et Futuna. (nb de licenciés 2017 : 750 : nb de licenciés 2018 : 1000, cible 2019 : 1250)

Engagés du service civique. L'objectif 2018 reposait sur le commencement des actions de contrôle auprès des structures agréées et des jeunes missionnés puisque l'objectif du nombre d'agréments et d'engagés du service civique (ESC) exécutants des missions d'intérêt général est déjà atteint (90 agréments pour ESC).

Le comité de direction s'est réuni 11 fois pour suivre l'ensemble des missions « fonctionnelles » du service auxquelles se sont ajouter les réunions spécifiques relatives à la mise en place d'une journée sportive territoriale (JS Felavei) pour atteindre l'objectif des 17 réunions prévues

L'enjeu 3 : « recentrer la politique d'animation autour du pratiquant (et non du dirigeant) et accentuer la présence des agents de l'Etat sur Futuna ».

Des infrastructures sportives adaptées.
Pour 2018, l'accent a été porté sur la mise en place d'une procédure d'indicateurs de programmation des équipements sportifs, indispensable pour la priorisation des dossiers à monter et à faire valider en amont par le Territoire. Cette procédure a été couplée par un recensement des équipements sportifs sur un SIG, en lien avec le service des travaux publics du Territoire.

Accueil collectif de mineurs. L'objectif 2018 a été fixé sur l'augmentation du nombre de semaine d'accueil (2 semaines pour chaque vacance scolaire), sur l'augmentation potentielle du nombre d'enfants accueillis qui sera fonction du taux d'encadrement, mais aussi sur la diversité des accueils (plusieurs sites différents, dont Futuna).

Le Territoire Futuna a besoin que les agents soient présents sur le terrain afin d'accompagner les associations au niveau de la mise en œuvre des politiques ministérielles (notion de projets). Trois objectifs prévus pour 2018 ont été atteints : recrutement d'un cadre d'Etat, chargé de missions pour mettre en place les politiques ministérielles sur Futuna et prendre la responsabilité de l'antenne ; et recrutement d'une animatrice d'éducation populaire et de jeunesse sur le site afin de redynamiser l'ensemble des associations en sommeil et de relancer ce secteur par la mise en place des accueils de loisirs.

L'enjeu 4 : « ériger une politique d'accompagnement de la jeunesse en lien avec la culture locale ».

Réseau information jeunesse. Pour 2018, une convention pluriannuelle a été signée avec l'ATESS (L'Association Territoriale pour l'Emploi Sportif et Socio-éducatif). Un des indicateurs de cette convention, pour son paiement, porte sur le décompte réel des visites dans les points information jeunesse.

Maintenance du site de Kafika. 65% des travaux recensés ont été fait en 2018.

ŒUVRES SCOLAIRES ET VIE DE L'ETUDIANT

En 2018, 1573 écoliers étaient scolarisés dans le 1er degré et 1 613 collégiens ou lycéens dans le 2nd degré.

Les cantines

Wallis

Le service de restauration scolaire sur l'île de Wallis est confié dans le cadre d'un marché à l'entreprise « Class'croûte café » pour la cantine du lycée, et par convention à la DEC de Wallis et Futuna pour la cantine des internats de Lano et Sofala.

735 élèves ont bénéficié de la cantine scolaire à Wallis dont 576 élèves à la cantine du lycée et 159 à la cantine des internats de Lano et Sofala pour un coût annuel de 122 992 850 fcfp.

Futuna

La cantine légère de Sisi'a est gérée par l'association des parents d'élèves (APEL) de Sisi'a.

En 2018, 238 élèves ont bénéficié de la cantine scolaire soit une hausse de 29,5 % par rapport à 2017 dont l'effectif était de 184 élèves. Cette hausse s'explique par la fermeture de l'école de Vele et son transfert vers l'école de Kolopelu. Le coût de la restauration à la cantine de Sisi'a en 2018 s'élève à 8 659 700 fcfp.

Les Transports

Transports scolaires terrestres à Wallis :

→ Pour 2018, 801 élèves ont utilisé le transport scolaire (759 du second degré et 42 de l'école de Tepa) soit un taux de 55,5 % des élèves scolarisés dans les établissements desservis (1443 élèves). Le coût s'élève à 63 085 900 fcfp.

Transports scolaires terrestres à Futuna :

→ Pour 2018, 505 élèves ont bénéficié de ce service dont 302 élèves originaires de Alo et 203 de Sigave pour un coût annuel de 29 050 212 fcpf.

Transport aériens :

→ En 2018, 1 738 billets ont été pris en charge dont 1 599 billets pour la mobilité inter-îles des élèves futuniens scolarisés à Wallis et 139 billets pour le transport des élèves en partance vers la Nlle Calédonie, la Polynésie et vers la Métropole. Le coût total de ce service s'élève à 45 109 336 fcfp.

→ Les titres de transport aérien des 392 étudiants en partance vers la métropole ou les DOM TOM ont été pris en charge par le MOM dans le cadre du dispositif « Passeport Mobilité Etudes » (PME). En 2018, 392 billets ont été émis pour un coût de 45 720 124 fcfp.

Les Aides

Les Bourses :
En 2018, 75 bourses ont été accordées aux élèves et étudiants poursuivant leur scolarité hors du territoire (75 pour le 2nd degré et 1 pour le supérieur) soit un coût annuel de 17 675 142 fcfp.

Les aides spécifiques :
51 élèves et étudiants ont bénéficié des différentes aides spécifiques accordées par le Territoire au titre de l'année 2018 pour un coût total de 16 700 000 xpf. (sportif haut niveau ; 3è cycle et doctorales ; Grandes écoles ; Bourse d'agrégation ; Classe Préparatoire ; Familles nombreuses)

L'AGRICULTURE, LA FORÊT ET LA PÊCHE

Développer les productions agricoles (végétales et animales)

Instruction et suivi des projets

→ 6 projets instruits sur CDD : élevage porcin naisseur, alimentations de porcs à base de produits locaux, bâtiment et cages pour poules pondeuses, verger d'agrumes, plantation d'ananas, mise en place d'une cocoteraie. 80% des projets ont été soldés et 20% des projets restent à payer en attendant la réception définitive des travaux.
→ 7 projets validés fin 2018 sur co-financement du Ministère de l'agriculture : extension du projet pilote groupement initiative jeunesse, commercialisation de taros d'eau, serre pour culture de tomates, atelier d'abattage de porcelets, déplacement de parcs à cochons à Vaitupu, plantation de plantes à parfums, extension du marché d'Aka'Aka.

Formations techniques

→ 2 éleveurs de porcs en formation en Nouvelle-Calédonie à l'UPRA Porcine. Suite à cette formation des inséminations artificielles ont été effectuées chez des éleveurs.

- Formation apiculture « initiation, élevages de reines et suivi des ruchers ». Suite à cette formation le nombre de ruches a augmenté nécessitant un investissement supplémentaire en matériels et en équipement d'extraction.

- Participation d'un agent de la DSA au colloque international des plantes aromatiques, médicinales et cosmétopées.

DIFFUSION DE PLANTS

Diffusion auprès des agriculteurs de Futuna de 7 nouvelles variétés de taros provenant de Fidji.

A Wallis, multiplication par le laboratoire in vitro de 7 variétés locales de taros transférés dans la serre d'acclimatation en décembre 2018.

Actions de sensibilisation

Intervention auprès de l'école de Malaefo'ou pour aider les élèves à implanter des mini parcelles maraîchères et les sensibiliser aux bienfaits des produits frais locaux et à l'agriculture biologique.

A Futuna, appui à un atelier pédagogique de maraîchage avec des élèves du collège de Fiua.

Antenne de Futuna

Appui à l'aménagement des réseaux d'irrigation des tarodières de Fikavi et Vaisei (Futuna).
Réalisation de travaux agricoles chez des particuliers par l'antenne de Futuna : 55 interventions (labours, gyrobroyages, rotavators)..

Préserver et exploiter les forêts

Préservation des forêts : Le projet BEST 2.0 (Union européenne) s'est achevé le 31 août 2018 et a permis la réalisation par la DSA des actions suivantes : État des lieux et inventaire des forêts de Wallis /Définition de mesures de conservation avec la population locale / Mise en place d'actions de restauration forestière / Rédaction d'une politique forestière

Exploitation forestière : Des coupes ont été réalisées sur la forêt de Loka du district de Hihifo (environ 58 m3), qui ont nécessité le marquage des arbres, l'identification des grumes et le cubage exploitable.
570 pins des Caraïbes produits au cours de l'année 2018 en pépinière ont été plantés sur une parcelle privée d'un hectare.

Actions de sensibilisation : Des animations ont été réalisées à Futuna avec les élèves des collèges de Sisia et de Fiua à l'occasion de la Journée internationale de la forêt.

Développer la pêche

L'aide au carburant

→ 23 licences de pêche professionnelle ont été délivrées (13 à wallis et 10 à Futuna), générant une aide au carburant en hausse de 17% sur la moyenne 2014-2018. Cette hausse traduit une activité en progression proportionnellement plus importante, avec 38 tonnes de produits vendus (+50% sur la moyenne des 5 années précédentes) et presque 1200 jours de pêche (+65%).

Les aides à l'équipement : Les derniers crédits du contrat de développement ont permis de soutenir l'investissement de 6 pêcheurs pour des équipements.

Le programme DCP

→ 2 nouveaux dispositifs de concentration du poisson (DCP) ont été posés à Wallis, portant à 3 le nombre total de DCP.
→ Une formation à la pêche sur DCP a concerné 16 pêcheurs dont 6 de Futuna avec l'appui administratif du Lycée Agricole.

Renforcer la filière arboriculture

Plantation et suivi de vergers

En 2018, poursuite du suivi technique de la parcelle d'agrumes de 2 ha implantée sur Wallis et de la collection variétale d'agrumes mise en place au lycée professionnel agricole dans le cadre du RITA (Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole) avec l'appui technique de l'association Arbofruits de Nouvelle-Calédonie.
→ 40 plants d'agrumes provenant de la pépinière de la DSA ont été plantés chez un porteur de projet sur le district de Mua.

Lutte contre les ravageurs

→ 1 formation sur le piégeage du rhinocéros du cocotier et de la mouche des fruits a été réalisée sur Wallis et Futuna par des spécialistes de la CPS basés à Fidji.

A Futuna, des pièges à Rhinocéros du cocotier ont été mis en place (à Alofi, Vele et Leava) et la lutte contre la mouche des fruits a été poursuivie en 2018 par la pose de nouveaux pièges sur divers sites de l'île (collèges, quai de Leava, aérodrome, hôpital, maraîchers, commerçants et particuliers).

ACTIVITÉS SANITAIRES

Sécurité sanitaire des aliments

→ 24 inspections du BIVAP (Bureau d'inspection vétérinaire , alimentaire et phytosanitaire) menées en 2018 dans les grandes et moyennes surfaces, les libres services et la restauration commerciale et collective. Plusieurs inspections d'appui ont également été réalisées dans le cadre d'un projet de salle d'abattage de porcelets sur Wallis.

Contrôle phyosanitaire et vétérinaire aux frontières

→ 16 arrivées de bateaux à conteneurs contrôlées par le BIVAP en 2018.
→ 138 avions internationaux ont été contrôlés à l'arrivée à Wallis (jour et nuit). 40 saisies ont été prononcées.
→ 2 colis de produits non-conformes arrivés au SPT ont également été saisis.

Santé et Protection Animale

→ Soins et castrations des porcs : 5 interventions par jour en moyenne sur l'année à Wallis.

Environ 500 soins (vaccins, soins divers, stérilisations, autres opérations...) ont été effectués à Wallis et Futuna en 2018.

Le BIVAP a mené en 2018 une campagne de stérilisations gratuite (sur financement du territoire) de grande envergure sur Wallis (6 semaines) et Futuna (4 semaines).
Au total pour 2018, 161 stérilisations gratuites ou payantes de chiens et chats mâles et femelles ont été réalisées.

LE LYCEE AGRICOLE

En 2018, Le Lycée Professionnel Agricole (LPA) de Wallis et Futuna a accueilli 78 élèves en filière baccalauréat professionnel dans les classes de secondes, premières et terminales, répartis en 3 sections : polycultures-élevage, agroéquipement et service aux personnes et au territoire,

Le niveau de recrutement est très fragile en raison de la baisse générale des effectifs. Ce qui explique en grande partie la chute du taux de réussite au bac pro en 2018 : 50% de réussite contre 75 % en 2017.

Le lycée est partenaire de différents programmes d'expérimentation/développement (RITA, BEST).

L'ENVIRONNEMENT

Le pôle Eau

La qualité de l'eau

Pour 2018, le laboratoire a effectué 169 analyses de la qualité de l'eau. Les résultats indiquent à Wallis que 100 % des analyses ont attesté de la potabilité de l'eau brute, 90 % pour l'eau de production, 95 % pour l'eau de distribution. A Futuna, l'eau reste toujours non potable sauf pour l'Hôpital, la gendarmerie, et le collège de Sisia qui sont équipés de leur propre station d'électro-chloration. L'école de Kolopelu dispose d'un réservoir.

La qualité des eaux de baignades

On enregistre aussi 126 analyses sur 14 sites de baignades fortement prisés; les prélèvements étant effectués par beau temps et par temps de pluies. Les résultats reflètent bien les défauts d'assainissement lors d'épisodes pluvieux. En effet, la concentration des habitants et de leurs élevages sur la côte Est représente une source importante de pollution fécale tant pour la nappe phréatique que pour les eaux littorales. Le même problème existe aussi à Futuna.

Développement du laboratoire

En plus des analyses de l'eau, le laboratoire effectue des analyses alimentaires pour le BIVAP et de plus en plus, pour les professionnels qui contractent des audits d'hygiène alimentaire et un appui technique du laboratoire pour l'amélioration continue de leurs activités. Il en résulte près d'une cinquantaine d'analyses en plus, c'est ainsi que le laboratoire s'engage dans une démarche de certification ISO9001 afin de garantir au territoire et à ses clients professionnels un service de qualité.

Le pôle Biodiversité

Appels à projets

Les projets de sensibilisation et d'éducation à la mangrove BEST 2.0 Mangroves et BEST 2.0 Pacific Biodiversity Blue Belt se sont concrétisés respectivement avec la restauration de 2,5 ha de mangrove et la mise en place d'un sentier pédagogique consacré à cet écosystème sur le village de Vaitupu.

Le service enchaîne avec deux projets, retenus dans le cadre de l'appel à projets «Reconquête de la Biodiversité des Outre-mers» proposé par l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et qui débuteront en 2019.

Étude et Surveillance des milieux

Plusieurs missions scientifiques ont eu lieu courant 2018 sur le Territoire (Biopelagos, IRD, UNC).
Au-delà des compléments de connaissances, le personnel a pu renforcer ses compétences en plongée autonome dans l'optique du suivi scientifique en mer (Reef check, stations de suivi santé du lagon et récifs, inventaires, etc)

Fin 2017-début 2018, les interventions de démoustication se sont multipliés notamment avec 250 interventions pour des cas de dengue. En prévention de la dengue, tous les établissements scolaires ont alors été traitées avant la rentrée 2018 plus de 300 traitements de containers au wharf et les services de l'Etat et du Territoire ont collaboré sur plusieurs campagnes de nettoyage dans tous les villages de Wallis.

Le pôle Déchets

La Collecte

L'enregistrement systématique et quantitatif des apports au CET de Vailepo a permis de recenser plus précisément les volumes annuels par type de déchets.

→ Près de 11 000 m³ d'ordures ménagères (OM) sont ainsi centralisés au CET dont 54% proviennent des apports volontaires des particuliers. L'inventaire exhaustif des gisements de chaque type de déchets produits doit permettre d'orienter la stratégie de gestion des déchets du territoire, de façon à définir des solutions de traitement adaptées et durables.

→ En partenariat avec l'ADEME, le Territoire finance une étude en vue de la modernisation du CET de Wallis (210 000 €). La première phase a débuté en sept 2018 avec un état des lieux.

A Futuna, la collecte a été renforcée par l'acquisition d'un camion benne à OM, et enregistre 2400 m³ d'OM pour 2018.

Le Traitement

L'écotaxe mis en place en juillet 2017 est en augmentation régulière puisqu'on enregistre près de 1400 dépôts pour 2018 contre 400 en 2017; soit près de 6,7 M XPF de consignes reversées aux collecteurs en 2018 contre 1,6 M XPF en 2017. Un bilan très positif qui représente 10 T d'aluminium et 12,5 T de plastiques compactés et valorisables.

Des broyages de déchets verts sont de plus en plus effectuées pour soutenir les projets d'agriculture biologique (projet GIJ, particuliers et professionnels). Ainsi, 50 m³ ont été valorisés en 2018 contre 1700 m³ de déchets verts produits annuellement, un potentiel encore insuffisamment exploité faute de moyens.

SENSIBILISATION ET EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

En tout, ce sont près d'une cinquantaine d'opérations de sensibilisation/communication qui ont pu avoir lieu dans le courant de l'année 2018 dans les domaines de l'eau, de la biodiversité et des déchets (SERD, journées thématiques, visites du CET, animations scolaires). Les moyens de sensibilisation et de communication seront renforcées, soutenues et diversifiées pour éveiller davantage les consciences.

LES AFFAIRES MARITIMES, PORTS, PHARES ET BALISES

A retenir en 2018

1) Pose des étriers pour sécuriser le câble TUISAMOA, 5 à Wallis et 5 à Futuna

2) Organisation de Commission Nautique Locale pour l'arrivée du navire de croisière l'Austral

3) Fin de réalisation de la 1ère partie du dispositif de déhalage au port de Mata'Utu, il reste le 2ème coffre à installer.

4) Réparations du quai de Léava et pose du coffre d'amarrage.

LES TRAVAUX PUBLICS

Actions

A Wallis,

Adduction d'Eau

Renforcement du réseau d'eau potable à Fakatoi, Wallis :1200 mètres de réseau de distribution d'eau potable entre Fakatoi et Loto'alahi

Extension et amélioration des réseaux de distribution d'eau potable

Électrification Travaux routiers

Enfouissement du réseau électrique (projet EVAN) :13 kms d'enfouisement de réseau électrique à Wallis

Électrification du plateau de Fuga'Alo

Travaux routiers

Réalisation de 3 kms de pistes en catcha

Réhabilitation de 3 kms de routes territoriales

Revêtement bitumé de 3500 mètres de routes de village

Déploiement de panneaux routiers touristiques

Constructions :

Réalisation du Belvédère de Lalolalo (sept 2018)

A Futuna,

Adduction d'Eau

Installation d'une centrale de potabilité d'eau à l'école de KOLOPELU

Installation d'un réservoir d'eau de 300 m3 à Sisia (septembre 2018)

Électrification

Déplacement des réseaux électriques courants forts et faibles (Tavai)

Travaux routiers

Déploiement de panneaux routiers touristique

Constructions

Construction du quai maritime de Leava : Le contrat pour la construction d'un nouveau quai maritime a Leava a été signé avec EIFFAGE le 23 août 2018

Le centre de secours de Malae : La construction d'un centre de secours à Malae a été engagé pour accueillir les pompiers de Futuna

Etudes et Patrimoines

Projet de village : une démarche d'aménagement durable des villages de Vaitupu, Mata'Utu, Falaleu, Lavegahau, Gahi est engagée. Les enjeux sont à la fois économiques, environnementaux, sociaux et culturels. Les projets pilotes de Vaitupu et de Mata'Utu ont permis de réaliser les premiers travaux d'aménagement (Place Sagato Soane, Démoliton Falé de Vaitupu et aménagement des abord) . Une méthode reproductible a été mise en place qui pourra être utilisée pour les autres villages.

Projet aéroport Futuna :
Projet de rénovation de la plate forme aéroportuaire et des équipements associés de VELE à Futuna.

Schéma directeur des routes Wallis-Futuna : premier schéma directeur des routes territoriales de Wallis et Futuna afin d'organiser l'ensemble des métiers du gestionnaire de la route assurés principalement par le service des travaux publics du territoire ;

Gestion des patrimoines d'infrastructure :
Le service des travaux publics a structuré une section patrimoine au sein de la subdivision études et patrimoine afin de recenser l'ensemble des patrimoines d'infrastructure au profit des services de l'État et du territoire. Cette section s'est dotée d'une base de données informatique permettant de géolocaliser ces infrastructures.

Délivrance des permis

Permis délivrés en 2018	Permis A	Permis B	Renouvellement Permis C	Renouvellement permis D	Renouvellement permis E
	29	453	16	3	10

LES AFFAIRES CULTURELLES

Conservation du patrimoine

→ En 2018, on recense 22 enquêtes effectuées auprès de personnes ressources disposant d'un savoir faire à valoriser dans le district centre concentrées sur le thème de la médecine traditionnelle. Elles se rajoutent aux 55 enquêtes réalisées depuis 2015.

→ sur l'Antenne de Futuna, en mars 2018 recrutement d'une collectrice pour effectuer les enquêtes et les transcriptions numériques. Une trentaine de collecte a été effectué par l'agent en poste et le recueil d'image fixe/mobile lors des cérémonies culturelles (intronisation d'un chef coutumier…), religieuses suivant le calendrier liturgique et des actions culturelles (fabrication du "Siapo, du "Ama"…)

Journée territoriale du Patrimoine avec les établissement scolaires

En référence à la semaine européenne du Patrimoine mise en place et l'inauguration de la journée du Territoire (21 septembre au "Fale 2000"). L'objectif est d'instruire et de sensibiliser l'enfant dès le plus jeune âge aux pratiques ancestrales de Futuna.

Généalogie

En 2018, 347 demandes de recherches ont été traitées à Wallis.
En ce qui concerne Futuna, des travaux ont été effectués pour le royaume d'Alo et il est important de poursuivre la collecte des registres manquants (naissance, baptême, mariage et décès) pour le royaume de Sigave et la mise à jour des trombinoscopes des chefferies.

Les visites de sites

En 2018, le service des Affaires Culturelles a été sollicité pour effectuer près d'une cinquantaine de visites soit, au total, 386 visiteurs.

Le Service des Affaires Culturelles contribue également au développement artistique et culturel en dispensant des formations, aux missions d'archives et de mémoire, ainsi qu'à la mise en place et au suivi de missions archéologiques

LES DELEGATIONS

PARIS

Assistance aux personnes évacuées sanitaires

→ Au 31 décembre 2018, 29 personnes dont 5 mineurs, ont fait l'objet d'une évacuation sanitaire vers la métropole. C'est le double du nombre de personnes évacuées sanitaires sur l'ensemble de l'année 2017

→ 26 personnes malades ont bénéficié de la présence d'un accompagnateur pris en charge par l'Assemblée territoriale

→ la durée moyenne du séjour des personnes malades en Métropole est de 60 jours environ avec une amplitude variant entre 15 à 119 jours

Le rapatriement des dépouilles mortelles

La DWFP a accompagné 4 familles dans les démarches en vue du rapatriement de la dépouille mortelle de leurs proches décédés en Métropole, vers Wallis et Futuna pour un montant de 2 640 000 Fcfp

Le suivi des étudiants, lycéens et stagiaires

En 2018, 65 nouveaux élèves/lycéens/stagiaires ont bénéficié de la procédure d'immatriculation accélérée mise en place par l'INSEE depuis 2016

Assistance aux autorités du Territoire

Sur l'ensemble de l'année 2018, 6 missions se sont succédées, une en janvier-février, une en mai, une en juin, une en septembre et deux en décembre et ont concerné 19 personnes pour une durée totale cumulée de 73 jours

Promotion économique et culturelle du Territoire

La promotion économique et culturelle du Territoire s'est limitée en 2018, à la participation à des réunions ou conférences organisées en région parisienne.

NOUVELLE CALEDONIE

Assistance aux personnes évacuées sanitaires

→ Augmentation constante du nombre de malades faisant l'objet d'une évacuation sanitaire (764 Evasan en 2018 majoritairement vers la NC).

→ mise en place d'une convention tiers payant avec quelques infirmiers libéraux, cabinets de kinésithérapeutes, pharmacies, laboratoires

Gestion de l'Etat Civil du droit particulier.

→ Production des pièces d'état civil, par mois, des natifs à Wallis et à Futuna : de 50 à plus de cent certificats tenant lieu d'acte de naissance (natifs avant 1957) et de 100 à plus de 300 actes de naissance (natifs à partir de 1957)

Le suivi des étudiants, lycéens et stagiaires

Depuis l'année 2013, le nombre d'élèves boursiers et non boursiers diminue. Afin d'améliorer le suivi des étudiants (résultat, le travail, le comportement, etc…), une tournée de rencontre des dirigeants des établissements scolaires, des élèves a été effectuée en avril, juin et octobre.

Assistance aux autorités du Territoire

Organisation des rencontres de la mission de préparation du prochain comité de suivi de l'Accord Particulier

Promotion économique et culturelle du Territoire

Séjour pédagogique de l'Ecole Sausau de Futuna de retour de Papeete

Participation à l'organisation de l'exposition artisanale des femmes de Futuna

Entrevu avec le commandant du RSMA Nouméa afin de préparer leur mission sur Wallis

DELEGATION AUX DROITS DES FEMMES

Le Conseil territorial des Femmes

En 2018, le Conseil Territorial des Femmes fêtait ses 25 ans d'existence. Un thème de travail a été choisi pour l'occasion, « la femme face à la religion, la coutume et à la modernité ».

Pendant 3 jours, différents ateliers ont travaillé sur le thème et la synthèse de ces travaux reste à établir

Soutien aux associations de lutte contre les violences : Relance des associations OSEZ pour Wallis et TOA ILE MASAU pour Futuna

Accompagner les femmes artisanes dans leurs projets : une exposition-vente a été organisée sur Païta/Nouvelle Calédonie en juin

En décembre s'est tenu à Wallis le 8ème atelier régional d'UFFO où partipaient également la Nouvelle-Calédonie et TAHITI

CIRCONSCRIPTION D'UVEA

L'ETAT CIVIL

Avec 7.940 actes d'état-civil (extrait d'actes de naissance, de décès, de mariage, notamment) délivrés en 2018, contre seulement 5.546 en 2017, le service de l'état-civil de la Circonscription d'Uvea reste l'un des services le plus régulièrement sollicité par les Wallisiens au quotidien.
Ce très fort accroissement quantitatif d'actes (soit + 43%) peut sans doute trouver une partie d'explication dans la politique de vérification systématique engagée par la Circonscription en matière de recherche d'erreurs matérielles potentielles dans l'état-civil des usagers à l'occasion de l'instruction des demandes de titres d'identité, ainsi que par une demande accrue d'extraits d'actes de naissance par les établissements scolaires du Territoire à l'occasion des rentrées scolaires.

En termes démographiques, la Circonscription d'Uvea enregistre environ 127 naissances pour 2018 contre environ 46 décès. Ces données témoignent donc clairement de la réalité d'un accroissement naturel local au sens strict, même s'il a tendance à s'amenuiser au fil du temps.

En 2018, la Circonscription d'Uvea a enregistré 39 mariages, dont 34 sous le régime du statut personnel coutumier et 5 sous le statut civil de droit commun.

REGLEMENTATION

Avec 1.209 titres d'identité délivrés en 2018 soit près de 10 % de la population totale de l'île qui sont amenés à renouveler un titre d'identité annuellement (environ 30 demandes de cartes nationales d'identité par mois contre 73 demandes de passeports).

On notera à ce titre que le passage à la carte nationale d'identité sécurisée (plastifiée) en juin 2017 semble induire en 2018 une certaine recrudescence de demandes de ces nouveaux titres d'identité (+ 55 %) ;

La très légère remontée du nombre des bénéficiaires de l'A.P.A perceptible en 2016, alors plus directement liée à l'avancée en âges des cohortes de populations et à un décalage en février 2017 du contrôle annuel des droits à cette allocation, n'a pas été confortée en 2017 ni en 2018 (moins de 600).

En matière de recensement des jeunes de 16 ans, une réduction de 32 % depuis 2017 peut être constatée avec 162 personnes qui ont satisfait en 2018 à cette obligation. Comme pour les années précédentes, on constate un pic de démarches entre avril et juin, correspondant aux impératifs des calendriers d'inscription scolaire ou universitaire en métropole.

Le centre de secours et d'incendie

Le centre de secours et d'incendie de Wallis a effectué 584 interventions en 2018 (contre 578 en 2017), dont 210 interventions pour malades à domicile, 167 interventions à personnes, 46 interventions pour feux et 38 transports de corps (de personnes décédées).

Délégation de Futuna

Circonscription d'ALO :
Nombre de naissance : 2
Nombre de décès : 20
Nombre de jeunes de 16 ans recensés : 14

Circonscription de SIGAVE:
Nombre de naissance : 0
Nombre de décès : 13
Nombre de jeunes de 16 ans recensés : 7

NOMBRE D'ACTES CIVILS DES CIRCONSCRIPTIONS : 1119

LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'année 2018 a été marquée au mois d'avril par le raccordement du territoire au câble numérique sous-marin TUISAMOA. Au deuxième semestre, les premiers marchés pour le déploiement terrestre du très haut débit (THD) ont été lancés.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

1 – Abonnés au téléphone fixe:

		2016	2017	2018
PRODUIT	NATURE ABONNEMENT	ACTIFS	ACTIFS	ACTIFS
Téléphone	Abonnement ligne principale	2412	2254	2 143
	Numéris accès de base	66	60	65
	Extra ligne SDA	521	526	524
TOTAL		2999	2845	2 732

2 – Abonnés au réseau mobileManuia :

		2016	2017	2018
PRODUIT	NATURE ABONNEMENT	ACTIFS	ACTIFS	ACTIFS
Manuia	Carte SIM Prépayé 3G Voix	1 700	2 122	1 942
	4G Data	1 604	2 794	4 312
	Carte SIM Postpayé 3G Voix	202	186	179
	4G Data	159	343	443
TOTAL		3 665	5 445	6 876

3 – Abonnés Loin@ ADSL :

		2016	2017	Aout 2018
PRODUIT	NATURE ABONNEMENT	ACTIFS	ACTIFS	
Loin@ ADSL	Abonnement Start 128k	780	745	
	Abonnement Speed 256k	412	446	
	Abonnement Pro 512k	54	57	1019
	ADSL Light	33	30	
	Abonnement 1Mo	20	27	333
	Abonnement Pro 2Mo			31
	Abonnement 4 Mo			23
	Abonnement 10 Mo			3
	Abonnement 30 Mo			2
	Education 128k	3	4	
	Education 512k	5	6	
	Education 256k	6	4	
	Education 1Mo	1	1	19
	Education 2Mo			2
	Abonnement 512K Sym	6	6	
	Abonnement 1Mo sym	3	3	
TOTAL		1 323	1329	1432

LA POSTE

Secteur d'excellence du service, la philatélie demeure une excellente vitrine promotionnelle du territoire et de sa culture à l'extérieur. Les timbres et enveloppes 1er jour de WF ont toujours beaucoup de succès auprès des philatélistes et des collectionneurs du monde entier.

Le SPT assure une mission universelle d'échange du courrier postal avec les autres administrations postales du monde mais particulièrement avec la Poste Française et les Offices des Postes et Télécommunications de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie Française. Cette mission concerne le transport, le traitement et la distribution des produits postaux tels que les lettres, cartes, autres objets (LC/AO) et les colis postaux (CP) et les chronoposts (courrier rapide).

POIDS DU COURRIER FLUX « ARRIVÉE » à WF (en KG)

	CHRONO	CP + CHRONO	LC-AO + CP + CHRONO
2016	8 043	39 687	47 012
2017	9 139	42 303	48 858
2018	9 803	43 277	50 969

COURRIER FLUX « DEPART » de WF (en KG)

	France	NOUVELLE CALEDONIE	POLYNESIE FR	FUTUNA	TOTAL
2016	3 856	2 351	109	6 256	12 572
2017	4 825	3 401	178	7 716	16 120
2018	2 953	3 158	370	5 652	12 133

ANNEES	France	NOUVELLE CALEDONIE	POLYNESIE FR	FUTUNA	TOTAL
2016	20 398	23 255	8 632	7 299	59 584
2017	24 098	22 264	9 962	8 655	64 979
2018	23 355	22 295	11 239	7 606	64 495

POIDS TOTAL DU COURRIER TRAITES PAR LE SPT WALLIS (LC-A.O, C.P)

LA SANTE

L'Agence de Santé regroupe deux hôpitaux (SIA à Wallis et KALEVELEVE à Futuna) et trois dispensaires situés dans les trois districts wallisiens de Mua, Hahake et Hihifo. Elle emploie environ 200 personnes.

Tableau présentant les principaux indicateurs d'activités en 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Hospitalisations					
- Nombre de journées	10 450	10 963	9 357	9 392	**9 525**
- Nombre d'entrées	2 041	1 905	2 046	1 971	**2 034**
- Taux d'occupation moyen (1)	54%	54%	50,00%	50,00%	**51,00%**
- Durée moyenne de séjour (2)	5,1	4,8	4,6	4,7	**4,7**
Nombre d'interventions en bloc opératoire	621	652	698	679	**656**
Nombre de naissances	142	157	156	157	**126**
Consultations dans les dispensaires	41 211	45 627	44 661	45 025	**42 282**
Nombre d'EVASANs hors Territoire	761	752	797	685	**764**

Politique d'attractivité et de fidélisation,
Fin 2018, la quasi-totalité des postes médicaux sont occupés par des contrats de longue durée et ce mouvement sera prolongé en 2019.
Par ailleurs, en 2018 l'agence a poursuivi et développé l'organisation de missions de médecins spécialistes, notamment une 3ème mission en OPH et une nouvelle mission dans le domaine de la pédiatrie.

Prévention : L'agence a plaidé pour la constitution d'une équipe de lutte antivectorielle et a été entendue par les ministères de tutelles, puisque 3 postes ont été financés : 2 à Wallis et 1 à Futuna.

Création d'un poste de diététicienne sur le territoire, qui s'inscrit parfaitement dans la lutte contre l'obésité et le diabète notamment. Poursuite des ateliers nutrition, activités physiques et participé à plusieurs actions nationales : journée mondiale du diabète, octobre rose …

fin 2018 une première campagne de prévention bucco-dentaire auprès des enfants de CP/CE1 sur Wallis et Futuna

Poursuite de la politique d'investissement :
→ achat de matériels médicaux
→ chantier du monte-charge
→ future centrale de production d'oxygène

Sur le plan de la télémédecine une étude sur le développement de la télémédecine a été conduite ayant notamment abouti à la rédaction de cahiers des charges en vue du lancement de consultation dans le courant du 1er trimestre 2019

Epidémie de dengue : le service prévention a été très mobilisé par l'épidémie de dengue (+ de 220 cas recensés) : utilisation de la caméra thermique à l'aéroport pour déceler les passagers atteints de fièvre, nettoyage des lieux publics et privés pour détruire les gîtes larvaires.

L'EDUCATION

Les structures scolaires

À Wallis-et-Futuna, l'enseignement primaire est entièrement concédé à la Mission catholique par convention. La gestion est assurée par la Direction de l'enseignement catholique (DEC) qui est une structure privée. Le contrôle pédagogique des maîtres du premier degré et des enseignements dispensés est assuré par le vice-rectorat.

L'enseignement secondaire est entièrement public. Les élèves du premier cycle sont scolarisés dans six collèges : quatre à Wallis, dont un avec une section d'enseignement professionnel, et deux à Futuna. Les élèves du second cycle sont accueillis dans deux lycées implantés à Wallis : un lycée d'enseignement général et technologique avec des sections d'enseignement professionnel, et un lycée agricole qui est ouvert depuis la rentrée scolaire 2011.

Les Chiffres clés

Effectifs : 3 186 élèves
→ 1573 écoliers dans le 1er degré et 1613 collégiens ou lycéens dans le 2nd degré

Personnels : 513 personnels
→ 183 enseignants du 1er degré,163 enseignants du 2nd degré et 167 non enseignants

Structures : 21 écoles et établissements
→ 13 écoles (9 Wallis/4 Futuna),6 collèges et 2 lycées

Locaux : 183 bâtiments

Encadrement :
→ Ecoles : 18,2 élèves/classe, Collèges : 18,3 élèves/division, LEGT : 20,3 élèves/division

Réussite aux examens

Évaluation CE2
→ Français 56,5% et Mathématiques 49,7%

Evaluations au DNB
→ Français 49% et Mathématiques 39,5%

Diplômes
CFG = 83,9% réussite
DNB Série Professionnelle = 100% réussite
DNB Série générale = 91,2% réussite
CAP = 91,5% réussite
BEP = 80% réussite
Bac Professionnel = 82,5% réussite
Bac Technologique = 65,2% réussite
Bac Général = 90,9% réussite

Les priorités

→ assurer la continuité des apprentissages (cohérence et pertinence des contenus, des démarches et des outils pédagogiques de la maternelle aux lycées) en prévenant les ruptures inter-degrés (développer et renforcer les liaisons écoles-collèges-lycées)
→ sécuriser les parcours de tous les élèves (lutter contre l'absentéisme et prévenir le décrochage scolaire), particulièrement des plus fragiles (renforcer les pratiques pédagogiques d'inclusion et d'adaptation scolaires)
→ consolider et rééquilibrer les filières générales, technologiques et professionnelles et les différentes poursuites d'étude dans ces filières
→ faciliter la poursuite des parcours universitaires et des parcours spécifiques hors du territoire.

LE TRANSPORT AERIEN

La desserte aérienne internationale de Wallis et Futuna est assurée par la compagnie Air Calédonie International (ACI). La stratégie de la compagnie Aircalin qui vise à opérer trois rotations par semaine en haute saison et deux rotations en basse saison permet à nouveau d'afficher un meilleur taux de remplissage (79,72 % en 2018, contre 76.15 % en 2017).
La desserte aérienne inter-îles est assurée à raison de 10 rotations par semaine aux moyens de deux DHC6 TwinOtter. Aircalin exploite ces aéronefs dans le cadre d'une convention de services aériens inter-îles liant la compagnie et le Territoire.
Un trafic complémentaire entre Wallis et Futuna peut être mis en place pour assurer le transport des lycéens (un seul lycée sur le territoire, situé à Wallis) ou pour répondre à toute demande du Territoire. A ces vols programmés s'ajoutent de façon ponctuelle vols militaires et évacuations sanitaires.

Evolution de la desserte aérienne

La convention de desserte aérienne entre Wallis et Futuna signée en 2013 entre le Territoire et Aircalin arrivait à échéance au 28 février 2018. Conformément à l'annonce du Président de la République lors de sa visite en février 2016, un appel d'offres international a été lancé en 2017.
A l'issue, la compagnie Aircalin reste titulaire de la délégation de service public pour assurer la desserte aérienne entre Wallis et Futuna pour une durée de 5 années à compter du 1er mars 2018. La ligne intérieure étant déficitaire, le territoire attribue chaque année une subvention d'équilibre

Avec 45 330 passagers enregistrés sur les lignes internationales et domestiques passant par l'aéroport de Wallis-Hihifo, le trafic aérien global reste stable en 2018 par rapport à 2017. En revanche, le transport de marchandises par fret aérien (160,7 tonnes) diminue de 1,7 % tandis que le fret postal (62,4) diminue de 6,6 %.

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation par rapport à 2017
TRAFIC DOMESTIQUE						
Mouvements					1360	1382
Passagers	13017	12789	13798	15020	14298	13640
Fret (tonnes)	22,8	26,3	29,2	27,02	28,3	4,70 %
Fret postal (tonnes)	9,7	9,3	8,4	7,99	7,77	-2,80 %
TRAFIC INTERNATIONAL						
Mouvements	280	278	280	280	276	
Passagers	25 505	28 846	30 936	30467	31032	1,90 %
Fret (tonnes)	113,3	131,3	125,4	136,5	132,4	-3,00 %
Fret postal (tonnes)	57,2	54,9	55,45	57,8	54,6	-5,50 %
Taux de remplissage	0,624	0,711	0,757	0,7615	79,72	+3,57 pt

Exploitation de l'aéroport de Wallis-Hihifo

En 2018, le SEAC WF a réalisé, dans le cadre de l'exploitation aéroportuaire, les principales opérations suivantes :
→ Entretien et grosses réparations de bâtiments divers (250 K€) ;
→ Travaux de rénovation du hangar SSLIA (Service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs) (110 K€)
→ Agrandissement et réaménagement du parking auto (40 000 €)
→ Etudes pour la réfection de la piste – relevé topographique (37 K€)

Sûreté

Le processus de mise aux normes sûreté de l'aéroport de Wallis-Hihifo initié en 2014 s'est poursuivi avec:
→ la réfection d'une partie de la clôture périphérique (70 K€),
→ des travaux amélioration de la sureté (20 K€)
→ la fourniture et pose de grilles anti intrusion aérogare (30 000 €)

LE MAINTIEN DE L'ORDRE

Crimes et délits

Atteintes aux biens « AAB »				
Année	2016	2017	2018	Évolution
Faits constatés	51	65	52	- 20,00 %
Taux d'élucidation	47,05 %	55,38 %	48,7 %	- 6,68 %
Atteintes volontaires à l'intégrité physique « AVIP »				
Année	2016	2017	2018	Évolution
Faits constatés	37	32	54	+ 68,75%
Taux d'élucidation	89,18	81,25 %	91,49 %	+ 10,24%
Escroqueries et infractions économiques et financières « EIEF »				
Année	2016	2017	2018	Évolution
Faits constatés	14	9	7	- 28,57 %
Taux d'élucidation	64,28 %	50 %	71,42 %	+ 21,42 %

Aux 113 crimes et délits constatés sur le territoire des îles de Wallis et Futuna en 2018, il faut ajouter 53 contraventions pénales , majoritairement pour des faits de violences et dégradations légères.

Délinquance générale

Année	2016	2017	2018	Évolution 2017/2018
Faits constatés	124	135	120	- 11,11 %
Faits élucidés	100	92	83	- 9,78 %
Taux d'élucidation	80,06 %	68,14 %	69,16 %	+ 1,49 %

En 2018, la délinquance constatée sur les îles de Wallis et Futuna a baissé de 11,11 %, la variation en nombre de faits n'est toutefois pas significative. Le taux de criminalité pour 1000 habitants est de 10,37, ce qui est relativement faible comparé au taux national. Le taux de résolution a quant à lui très légèrement progressé pour atteindre 69,16 % , mais la variation en nombre de faits est peu importante. Les deux îles sont inégales en terme de délinquance, Futuna ne comptabilisant que 5 % du volume global des faits constatés.
La part des mineurs impliqués est stable avec 25,47 % , la part des femmes est de 11,32 %

Sécurité routière

Accidentologie

Année	Accidents			Véhicules impliqués			Piéton	Tués	Blessés	Causes				
	Wallis	Futuna	Total	VL	2 roues	Autres				vitesse	alcool	permis	éclairage	autre
2018	5	0	5	6	2	0	0	1	11	3	3	1	1	1
2017	9	1	10	6	5	0	2	1	9	2	8	3		1
2016	11	1	12	10	8	0	2	2	23	3	7	3	3	2
2015	9	0	9	9	6	0	0	3	12	4	4	3		3

Le nombre d'accidents corporels et mortels à Wallis, enregistre une forte baisse passant de 9 à 5 d'une année sur l'autre. L'île de Futuna a été épargné en 2018. La mortalité routière reste inchangée avec 1 tué , par contre deux blessés supplémentaires sont comptabilisés .

Action répressive

L'action répressive enregistre un tendance baissière en 2018, qui s'explique par une évolution positive du comportement des usagers de la route et la mobilisation des gendarmes sur d'autres thématiques (lutte antivectorielle en début d'année et conflits sociaux sur la quasi totalité du dernier trimestre).

Infractions routières						
Année	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**Évolution**
Alcoolémie	77	94	88	145	83	- 42,75 %
Défaut de permis	139	146	80	174	166	- 4,59 %
Défaut de ceinture	0	124	541	574	241	- 58,01 %
Non port du casque	0	0	0	0	308	Début verbalisation
Autres délits et contraventions	345	391	226	406	198	- 51, 23%
Total Infractions	561	755	935	1235	996	-19,35 %

Au premier février 2018, la répression du non port de casque pour les usagers utilisant des deux roues, a été mise en place.

Le cumul de l'activité routière et non routière représente 1169, crimes, délits et contraventions. A cela il faut ajouter 36 procédures de renseignement judiciaire , 14 commissions rogatoires, 1289 procédures de renseignement administratif majoritairement liées à l'établissement des procurations et 5 procédures de renseignement militaire.

Les militaires du commandement de la gendarmerie de Wallis et Futuna, ont établi 562 actes dans le cadre de la fonction d'huissier. Cette activité représente 30 % du volume horaire global

Ordre public

Le territoire a connu au cours du dernier trimestre un conflit social avec troubles à l'ordre public. Dans le cadre de l'application du dispositif SAUVADET, le syndicat SACEWF a déclenché le 17 septembre 2018 un mouvement de grève, qui a généré de fortes tensions. Ce conflit d'une durée de plus de trois mois, a nécessité la projection d'un renfort de deux pelotons de gendarmerie mobile, en décembre 2018. Ce mouvement a mobilisé les forces de gendarmerie sur l'ensemble du dernier trimestre.

En mars et avril 2018, la lutte antivectorielle dans le cadre de l'épidémie de dengue, a mobilisé l'ensemble de la garde territoriale et une partie du DSI de gendarmerie mobile.

Moyens Généraux 2018

I/ Moyens Immobiliers et Logistique

Mise en œuvre des contrôles réglementaires obligatoires (ERP) : Contrôles annuels
→ entretien (3 fois/an) des systèmes de climatisation de l'ensemble des locaux administratifs de la préfecture, des logements et de la délégation de Futuna
→ entretien des groupes électrogènes de l'Administration supérieur et de la délégation et des résidences
→ vérification de l'ensemble des installations électriques de la préfecture et des services du Territoire de Wallis et Futuna
→ vérification de l'ensemble des extincteurs de la Préfecture et de la délégation

Mise en conformité bâtimentaire :
→ remplacement du groupe électrogène de l'Administration supérieure permet aujourd'hui d'affronter une éventuelle crise avec une continuité en énergie et une autonomie de plus d'une semaine à pleine puissance
→ rénovation de goutières, le changement de bandeaux et des interventions sur la toiture du falé de la république
→ rénovation complète des sanitaires situés au service des finances
→ installation d'éclairage photovoltaique dans le périmètre de l'Administration supérieure.
→ Des casquettes au niveau des portillons ont été mises en place pour protéger les usagers de la pluie.
→ réaménagement du garage à destination du service Sic
→ installation d'une zone couverte pour stationner les deux roues

II/ Technologies de l'information et de la communication (parc composé de plusieurs serveurs/architectures et de plus de 300 postes)

Au sein de l'Administration Supérieure
→ première phase de migration (90PC) en Windows 10 Entreprise
→ plusieurs actions d'évolution des outils logiciels de bureautique nécessaires au bon fonctionnement des applications nationales
→ mise en fonction les nouveaux équipements destinés aux applications TES (Passeports/CNI (dont obtention d'un nouveau DR mobile à Futuna), DIALOGUE2 (RH), CHORUS et préparer la mise en fonction pour début 2019 des applications Chorus-formulaire et GEC-MAARCH
→ nouveaux matériels de téléphonie /messagerie sécurisée (ERCOM)
→ mutualisation des moyens d'impression/repro
→ mise en fonction d'un nouvel équipement de visio-conférence
→ installation de nouvelles liaisons à Haut-Débit pour l'ensemble des lignes Internet de la Préfecture et des résidences

Pour les services extérieurs :,
→ mise en domaine de l'architecture informatique de la Circonscription d'Uvea : refonte d'une nouvelle infrastructure (qui gère des applications aussi importantes que l'État Civil, les Elections, la GF,…)
→ mise en domaine des infrastructures informatiques pour le service de la Jeunesse et des Sports et les services de l'Assemblée Territoriale : mises aux normes de salle-serveurs et de réseaux et acquisitions matérielles
→ dotation du Bureau d'Etudes des Travaux Publics, en équipements informatiques performants
→ à Futuna, au sein de la Délégation migration Windows 10 Ent et refonte des serveurs administration du domaine

Étude téléphonie fixe pour définir les moyens nécessaires au remplacement de l'auto-commutateur téléphonique actuellement opérationnel vers une architecture plus moderne et performante. En fin d'annéeremplacement du PABX actuel vers un IPBX (téléphonie sur IP)

Volet Financier 2018

I/ Dépenses de l'État

	2017	2018
Budget Etat (hors gendarmerie et justice) dépenses totales	77 118 397,00 €	82 014 150,00 €
Budget Etat (hors gendarmerie et justice): dont dépenses personnel	53 138 292,00 €	50 354 365,00 €
Budget Etat (hors gendarmerie et justice) dont dépenses fonctionnement	19 844 868,00 €	27 477 229,00 €
Budget Etat (hors gendarmerie et justice): dont dépenses (DGF+ divers DACOM…) versées aux Circonscriptions	4 135 237,00 €	4 182 556,00 €

Les masses budgétaires de 2018 sont en légère hausse par rapport à l'année précédente.

A signaler que le budget de la Gendarmerie et celui de la Justice ne sont pas assignés sur la caisse de la DFIP de Wallis et Futuna mais sont rattachés directement à Nouméa.

II/ Dépenses du Territoire

	2017	2018
Budget Territoire (y compris budgets annexes) dépenses totales	37 105 372,00 €	42 412 042,00 €
Budget principal Territoire dont dépenses fonctionnement	30 968 115,00 €	28 697 789,00 €
Budget principal Territoire dont dépenses Investissement	6 137 257,00 €	4 671 334,00 €
Budget Territoire (budget annexe SPT) dépenses totales	5 577 196,00 €	5 487 040,00 €
Budget Territoire (Budget annexe Stratégie numérique) dépenses totales	2 594 787,00 €	3 555 879,00 €

Les principales activités des service des Finances pour 2018

FINANCES ETAT

Volume d'activité en termes d'actes de gestion de la plate-forme :

S'agissant du nombre d'actes budgétaires saisis par la plate-forme Chorus, l'évolution observée depuis 2015 est la suivante :

	2015	2016	2017	2018	EVOLUTION 2018/ 2017
NB D'EJ	1 065	1 275	1 464	1 454	-0,68%
NB DE DP	3 586	2 389	2 985	3 035	1,68%
NB TOTAL ACTES	4 651	3 664	4 449	4 489	0,90%

Sur les quatre derniers exercices, le nombre d'actes de gestion demeure stable, de l'ordre de 4 500, à l'exception de l'année 2016. Ceci résulte de la fin de gestion anticipée du contrat de développement (BOP 123 & 138) avancée au 30 septembre 2016 sur instruction de la DGOM. Par suite, des demandes de paiements et d'engagements juridiques avaient été reportés sur l'exercice 2017.

En terme de performance, le délai global de paiement (DGP), les fournisseurs ont été payés 16,28 jours après avoir déposé leurs factures, soit un chiffre inférieur au taux cible de 18 jours. Pour la plate-forme Chorus, le délai de traitement est 3,50 jours contre 11,67 jours pour les services prescripteurs, et un peu plus d'une journée pour le comptable public.

Volume financier et consommation des programmes budgétaires :

Au terme de l'exercice 2018, les taux de consommation des AE et CP sont en légère hausse ressortant respectivement à 98,59 % et 99,56 % (soit + 1,19 point et + 0,45 point). Cela représente une vingtaine de programmes budgétaires.

FINANCES TERRITOIRE

Volume d'activité en termes d'actes de gestion

Le nombre total de mandats baisse de – 7,50 % correspondant à 1 150 actes de gestion en moins (14 133 en 2018 contre 15 284 en 2017). Quant au nombre de titres, leur émission est en diminution de près de 300, soit – 13 % par rapport à 2017. Globalement, on note une baisse sensible du nombre d'actes de gestion (environ 1 450 actes en moins) de - 8,23 % par rapport à 2017 (17 469 actes contre 17 234).
Par ailleurs, il convient de noter que sur l'ensemble de l'activité 2018, on a dénombré 80 rejets (contre 95 en 2017) : 71 à l'initiative du service des finances (contre 84 en 2017) et 9 à l'initiative de la DFIP (contre 11 en 2017).

Concernant les rejets du comptable public, leur nombre est faible traduisant une excellente qualité des pièces comptables à l'appui des demandes de paiement. Ceci s'inscrit également dans une politique menée par le service des finances visant à sécuriser la chaîne de la dépense publique (vérification des habilitations et des signatures, de la conformité avec le montant des marchés publics, des imputations comptables, etc...).

AUTRES ACTIVITÉS

Parmi les activités principales du secrétariat, demeure la préparation de l'ensemble des documents nécessaires aux déplacements des agents (BIT, ordres de mission, feuilles de route). Entre les exercices 2018 et 2017, le nombre d'actes exécutés est resté stable à 1 173 contre 1 138

	Total BT & Etat 2017	Total BT & Etat 2018	Evolution Total 2018/2017
Bons individuels de transport (BIT)	852	894	4,93%
Feuilles de route	437	352	-19,45%
Ordre de mission (OM)	158	184	16,46%
Réquisitions	49	48	-2,04%
Courriers arrivés traités	375	661	76,27%

Concernant la ventilation des missions Territoire/État, elle est de l'ordre 70%/30 %, une tendance stable depuis 2016.
Concernant le nombre de courriers entrants, bien que la hausse soit significative (+76%), ceci s'explique par une sous estimation du flux entrant comptabilisé en 2017. On retrouve néanmoins un flux entrant supérieur à celui de 2016 (+ 20 % soit une centaine de courriers supplémentaires).

Faits marquants de l'année 2018 :

Déploiement de la carte achat en 2018 sur le périmètre Préfecture. Il s'agit d'un moyen de paiement visant à rationaliser la dépense publique.

Contrat de développement 2012-2018 : Sur la durée du CDD où le montant inscrit est de 40,82M€ pour l'État, la consommation des AE et CP s'est respectivement établie à 40,5M€ (99 %) et 39,82M€ (98 %). Ces taux de consommation s'expliquent notamment par une consommation dynamique sur l'année 2018. À cet égard, le CSPI a obtenu des crédits complémentaires ayant permis de financer l'acquisition de la nacelle pour les pompiers, de financer les travaux de déploiement du THD et de sécuriser le financement du centre de dialyse de Futuna. Ceci se traduit par une consommation des AE/CP supérieure aux montants notifiés en 2018.

LA CELLULE DES MARCHES PUBLICS :

La cellule des marchés publics a lancé pour l'année 2018 : 23 consultations

2 sont toujours en cours de traitement, 1 notifié en début 2019 et 1 autre classée sans suite. Sur l'ensemble des marchés notifiés en 2018, 9 dossiers ont été portés par le Territoire contre 8 dossiers portés par l'État. L'enjeu économique sur 2018 est de l'ordre de 531M XPF (4,45M€) contre plus de 274M XPF en 2017 (2,3M€)

Les marchés les plus remarquables en 2018 en termes d'enjeux financiers et de besoins stratégiques pour le Territoire correspondent aux consultations suivantes :
→ Fourniture d'engins de travaux publics pour les TP à hauteur de 83M XPF (plus de 690K€),
→ Travaux d'alimentation en eaux des plateaux d'Asoa, Aletafa à Futuna pour 114 846 370 XPF (962K€),
→ Consultations portant sur le déploiement du réseau terrestre haut-débit WF par fibre optique pour 191M XPF soit 1,6M euros (travaux de génie civil, équipements de connexion…).

Volet Ressources Humaines 2018

Les principales activités du service des Ressources Humaines pour l'année 2018 :

→ Mise en place du dispositif de la loi « SAUVADET » pour les agents relevant de l'État de Wallis et Futuna
→ Poursuite des travaux liés aux nouveaux statuts (État et Territoire) ;
→ Poursuite de la démarche de transparence des recrutements (concours et CDD) ;
→ Poursuite de la gestion de l'agrément de 20 postes d'engagés du service civique de l'Administration Supérieure ;
→ Formation des agents du SRH au logiciel CHORUS ;
→ Poursuite des actions du SRH relatifs aux objectifs de la stratégie sectorielle de développement numérique (finalisation du recensement des fiches de postes des agents de la catégorie supérieure et la mise en place du plan de formation numérique pour les agents concernés).

Réunions des différentes instances consultatives :
- Groupes de travail et de réflexion sur l'arrêté n°76 du 23/09/1976 ;
- Groupe de travail exceptionnel pour le Service de la poste et des télécommunications ;
- Comité de pilotage des groupes de travail ;
- Comité technique paritaire des services du Territoire de Wallis et Futuna s'est réuni le 8 février et le 13 juillet 2018.
- la validation des nouveaux organigrammes des services tenant compte du fonctionnement réel des services ;

Effectifs ETAT

RECAPITULATIF DES AGENTS PAYES PAR L'ETAT (hors ADS, VR, Gendarmerie)

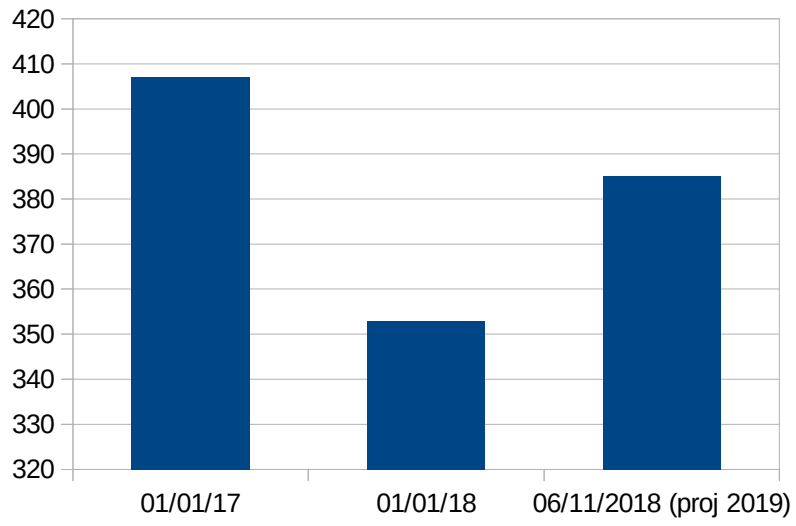
MINISTERE	TOTAL 2018	Rappel 2017
INTERIEUR	75	69
AGRICULTURE ET PECHE	27	28
ECOLOGIE DEVELOPPEMENT DURABLE	18	19
FINANCES PUBLIQUES	22	18
DOUANES DROIT INDIRECTS	12	12
INTERIEUR GARDES	16	16
TRAVAIL	6	6
SPORTS	6	5
TOTAL GENERAL	182	173

Nb total d'agents rémunérés par le Vice Rectorat : 513 (dont 172 agents DEC)

Nb d'agents rémunérés par l'ADS: 200

Le principe de mobilité peut conduire à rémunérer la même année 2 agents pour un même poste.

Effectifs Territoire (source Budget Primitif Territoire 2019)



En 2017 une partie des agents ont été décroisés pour intégrer les effectifs de l'État diminuant ainsi la masse globale des effectifs du Territoire. La dynamique de recrutement tend à neutraliser cet impact (

	01/01/17	01/01/18	06/11/2018 (proj 2019)
Total Effectifs Territoire (nb d'agents)	407	353	385
effectifs	396	344	364
création de postes	11	9	21
	01/01/17	01/01/18	06/11/2018 (proj 2019)
contrats	7	11	0

Départs à la retraite

Répartition des départs par Service				
ANNEE	2015	2016	2017	2018
Service Territorial de l'Environnement (STE)	1	1		
Garde Territoriale (GT)	1			
Service Territorial des Affaires Culturelles (STAC)		1		1
Service Territorial des Affaires Rurales (STAR)		1	1	
Service Territorial de la Jeunesse et des Sports (STJS)		2	1	2
Service de la Poste et des Télécommunications (SPT)		2		
Secrétariat Général (SG)				1
Service des Travaux Publics (TP)			3	4
Service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales (SITAS)				1
Résidence du Préfet			2	
Service des Affaires Maritimes, Ports, Phares et Balises (SAMPPB)				1
Service de la réglementation et des élections (SRE)			1	
TOTAL	2	7	8	10

Répartition des départs par Budget				
ANNEE	2015	2016	2017	2018
Budget Etat	1	0	3	0
Budget Territoire	1	7	5	10
TOTAL	2	7	8	10

Formations 2018

	Nb de stagiaires	Montant budgétaire consacré à la formation	
		XPF	Euros
ETAT			
BOP 307	174	5 623 581	47 125,61
BOP 216	26	593 760	4 975,71
TERRITOIRE	47	7 024 000	58 861,12

Bulletin météo 2 018

La Station de Wallis est ouverte tous les jours de la semaine, celle de Futuna du lundi au vendredi. En cas de passage en pré-alerte cyclonique le service à la station de Wallis devient permanent.

Des bulletins de prévisions grand public (matin, midi et soir) sont finalisés à Wallis (première analyse et rédaction réalisées par le service de prévisions de Nouméa) à partir des données issues du modèle de prévision européen, mises à disposition par Météo-France NC via internet. Ces bulletins sont ensuite mis à disposition de tous les usagers via internet sur le site : LOINA.

Trois bulletins marines sont également finalisés par les agents de Météo-France Wallis, à partir des données issues du modèle de prévision européen, avec une émission en matinée et en début d'après-midi.

Calendrier 2018 du service météo de Wallis et Futuna

- 16/01 mise en place du Bulletin d'activité Cyclonique par la DIRNC
- 14/03 Publication Appel d'offre pour le bâtiment du SMWF du 16/04 au 19/04/2018 à Futuna Maopoopo dans le cadre du déploiement de la station Mercury.
- Du 30/07 au 03/08 Mission TOA, installation du capteur foudre
- 07/08 visite des missionnaires de GEOSCOPE menée par Nicols LEROY, suite à l'installation de nouveau matériel sismique à Maopoopo
- 08/08 Forum des métiers au Lycée de Lavegahau

Services contributeurs :

Services du Cabinet (p4)
Service de la Réglementation et des Elections (p5)
Service des Affaires économiques et du Développement (p6)
Service des Statistiques et des Etudes (p7)
Service Coordination des Politiques Publiques et Développement (p8)
Inspection du travail et Affaires Sociales (p9)
Service territorial Jeunesse et Sports (p10)
Service territorial des Œuvres Scolaires et Vie de l'Etudiant (p11)
Services de l'Agriculture (p12)
Service territorial de l'Environnement (p14)
Service des Affaires Maritîmes, Ports, Phares et Balises (p16)
Service des Travaux Publics (p16)
Service territorial des Affaires Culturelles (p17)
Les Délégations (Paris/Nouvelle Calédonie) (p18)
Délégation aux Droits des Femmes (p19)
Circonscription d'Uvéa (p19)
Service des Postes et Télécommunications (p20)
Agence de Santé (p22)
Le Vice Rectorat (p23)
Le Service de l'Aviation Civile (p24)
La Gendarmerie (p25)
Le Bureau du Budget et de la Logistique (p27)
Le Service de l'Informatique et des Communications (p27)
Le Service des Finances (p28)
Le Service des Ressources Humaines. (p32)
Le Service Météorologie de Wallis et Futuna (p34)